

DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE

Lieu

Collège Evariste Galois de Breteuil-sur-Iton 27160

Dates

Jeudi 11 décembre 2003, 14 h - 17 h

Samedi 13 décembre 2003, de 8 h 30 à 11 h 30

Participants

le jeudi : une quarantaine de personnes dont les 99 % font partie de l'établissement

le samedi: une trentaine de personnes dont la moitié fait partie de l'établissement

Sujets

- ✓ Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse?
- ✓ Faut-il partager entièrement l'éducation entre jeunesse et âge adulte et impliquer davantage le monde du travail ?

Méthodologie

Autour de la table, un certain scepticisme s'exprime: l'idée de ce débat n'a-t-elle pas pour véritable origine la grève des enseignants qui avait mis en évidence le mal-être du système éducatif, d'où la nécessité d'une remise en question?

L'animateur ne contredit pas ce point de vue, mais rappelle qu'il ne s'agit pas ici de refaire une réunion syndicale et politique... Il lit les deux sujets proposés à la réflexion des participants, ainsi que les « mots-clés » qui peuvent orienter le débat et les « questions possibles ».

Il précise que les deux sujets seront abordés lors des deux journées (ce jeudi 11 et samedi 13) plutôt qu'un sujet par jour, car les participants ne seront pas forcément les mêmes...

Il propose donc, pour ce jeudi, d'explorer les deux sujets, de se poser des questions, d'ouvrir des pistes de réflexion. Lors de la deuxième demi journée (samedi) ce travail de défrichage sera repris, présenté aux nouveaux participants et des propositions de réponses devront être apportées aux questions...

I. Quelles sont les valeurs de l'école républicaine, et comment faire en sorte que la société les reconnaisse?

Un enseignant du collège (parmi les plus anciens...) souligne que les valeurs de l'école républicaine constituent la base même de tout le système éducatif et qu'il ne faut pas les perdre de vue: laïcité, liberté, égalité (des chances), fraternité, citoyenneté, etc.. Si ces bases du système sont fragilisées, tout risque de s'écrouler.

Le collège unique est-il pourvoyeur d'égalité ?

Un professeur rebondit sur l'égalité des chances et le collège unique... constatant que les horaires de français, par exemple, peuvent varier d'un collège à l'autre: 4 h ½ au collège de Breteuil (au lieu de 6 h quand elle y était elle-même élève il y a une vingtaine d'années...) et 3 h seulement dans un petit collège pas très éloigné du notre... La maîtrise de notre langue ne doit-elle pas être au centre de nos préoccupations? On a pris des heures sur les cours, pour les parcours diversifiés, les 100, etc.. Cette diversification réussit peut-être aux bons élèves, mais les élèves en difficulté sont encore plus handicapés, car ils auraient besoin de plus d'heures d'enseignement.

L'égalité des chances, elle n'existe pas plus dans les familles qu'à l'école. Certains élèves ne peuvent pas travailler chez eux, et auraient grand besoin de soutien à l'école, sur tous les plans.

Les professeurs regrettent d'avoir à assumer d'autres rôles que celui pour lequel ils ont été formés: enseignants. Ils doivent trop souvent se reconvertir en éducateurs spécialisés, en assistants sociaux, en psychologues, animateurs...

Des intervenants extérieurs au collège constatent et regrettent une certaine désaffection des parents, qui se reposent complètement sur les éducateurs (de l'enseignement, du sport...) et se comportent comme de simples consommateurs d'éducation. C'est un problème de société.

Les animateurs réagissent à ces propos: il ne s'agit pas de faire le procès des parents. Il ne faut pas généraliser. N'exagérons pas l'échec (des enfants et de leurs parents) : bon nombre d'élèves sortis du collège de Breteuil réussissent dans leurs études ou s'épanouissent dans des métiers, après l'obtention de diplômes, grâce au soutien des parents.

Quelle citoyenneté aujourd'hui?

Un participant (instituteur retraité) rebondit sur le mot « citoyenneté » et s'interroge sur l'efficacité de l'éducation à la citoyenneté dispensée dans les écoles, constatant qu'un seul parent d'élève du collège s'est dérangé pour participer à ce débat. « On a échoué » constate-t-il amèrement.

Est-ce un problème de date? de manque de disponibilité le jeudi après-midi? on verra samedi... Il n'était pas possible de proposer ces réunions le soir, en cette période où les soirées sont occupées par les conseils de classe.

L'éducation à la citoyenneté a du mal à passer auprès des élèves, confirme un enseignant en éducation civique : ils se demandent pourquoi on tient à leur faire découvrir le travail des conseils municipaux, des conseils généraux, des assemblées... Ils disent que cela ne les intéresse pas, qu'ils ne s'occuperont pas de « politique » et n'iront pas voter.. Il y a beaucoup de travail dans ce domaine pour inverser la désaffection.

Les participants constatent le peu d'intérêt suscité par le débat auprès des adultes. Pour beaucoup d'entre eux, même ce débat est vain et ils ont l'impression qu'on se sert de ces réunions pour valider des décisions déjà prises, que « les dés sont pipés ».

Un professeur rappelle que de nombreuses réformes sont passées... et qu'il n'y a jamais eu de bilan, d'évaluation sérieuse sur leur efficacité avant qu'on repasse à une suivante... Il cite en exemple la loi d'orientation de 89 (loi J. Lang).

Madame la Principale – qui n'assistera qu'au début des débats - rappelle les objectifs de cette loi, notamment la place de l'élève au centre du système éducatif, la prise en compte de l'hétérogénéité, etc..

La question du collège unique est posée. Quid de l'égalité des chances? Se préoccupe-t-on assez de l'orientation? Autant de questions de fond qui mériteraient qu'on s'y attarde d'avantage...

Les valeurs de l'école contre les valeurs de la société de consommation

Une enseignante, sans remettre en cause la bonne volonté de tous ceux qui participent à ce débat et à tous les autres, ne croit pas à cette « mascarade ». Le vrai fond du problème selon elle, c'est un choix de société; on vante les vertus de l'argent facile, de la consommation, de l'individualisme... A quoi bon chercher à motiver les élèves en les incitant à tirer, à faire des efforts, à obtenir des diplômes, etc.

Un autre enseignant indique que bon nombre de ses élèves de 6ème dispose dans leur chambre d'un poste de télé (et pas un petit écran) avec magnétoscope, DVD... et c'est dans cet environnement qu'il est censé lire et faire des devoirs? Tout est fait pour qu'ils n'aient pas le goût de l'effort, mais celui du plaisir immédiat.

Un professeur indique que le rêve de certains de ses élèves (à l'exemple de certaines de leurs connaissances ou des « grands frères ») c'est l'assistantat (le RMI), des petits boulots (au noir) du « business ». D'autres élèves rêvent de devenir chanteurs... Les valeurs que l'on essaie de défendre, l'effort, le mérite, le profit à long terme... ne sont plus « à la mode ». La morale ne pèse pas lourd face aux appâts de cette société de consommation. Alors, à quoi bon ?

Quelles sont les valeurs que l'école peut défendre tout de même? demande la co-animatrice.

Il faut aux adolescents des lois, des cadres, sinon ils ne sont pas structurés. L'école doit faire contre-poids à la société de consommation, reprend l'animateur, et défendre coûte que coûte les valeurs qui feront d'eux des citoyens critiques.

Avant l'école était ressentie comme un lieu d'instruction et un moyen de promotion, reprend un professeur. Maintenant, c'est une contrainte ennuyeuse: les élèves ne voient pas l'utilité de l'école. On peut réussir dans la vie en ratant complètement sa scolarité. C'est ce qu'ils croient, en regardant la télé. Pour intéresser les élèves à l'école, il faudrait leur redonner de l'espoir. Mais quand ils regardent autour d'eux...

Il y a peu d'espoir dans les propos des professeurs. Est-ce l'école qui est dépassée, où est-ce la société qui est à changer? demande la co-animatrice.

Les valeurs à défendre à l'école restent les mêmes, mais elles vont à l'encontre de celles défendues par les médias, et qui pèsent plus lourd... Comment rapprocher les 2 points de vue?

Les valeurs de la société économique et de consommation sont-elles porteuses d'égalité ?

Une enseignante (qui enseigne depuis vingt trois ans dans le même collège) soulève un problème qu'elle ressent fortement : la nette augmentation de la souffrance des élèves... le mal-être dans la famille, les difficultés des parents, la dégradation de l'image du père (chômage...) les séparations douloureuses, les violences... sont le plus souvent à l'origine de cette souffrance.

On en revient à l'inégalité de chances des élèves... certains ne peuvent pas travailler à la maison.

L'éducation aux médias et la formation à l'esprit critique

Intervention d'un professeur (très impliqué dans l'opération « collège au cinéma » et dans l'analyse de l'image...) : apprendre aux enfants à décoder les images, à mettre en évidence les manipulations possibles, c'est très important pour leur éducation... d'autant qu'ils sont « gavés » d'images de toutes sortes. L'analyse de l'image (fixe, animée) est complètement oubliée dans notre système éducatif. Les enfants reçoivent des images en grande quantité, sans réfléchir, et sont influencés par ce qu'elles véhiculent. La mode (les marques), l'agressivité, la violence, etc.. tout cela passe très bien auprès des jeunes. L'école doit faire « contre-poids » à ce genre de « culture ».

Faire découvrir d'autres images, d'autres films (que les élèves ne risquent pas de voir à la télé ou dans les circuits classiques) d'autres cultures. c'est essentiel pour l'éducation et l'ouverture d'esprit.

Il faut trouver des idées pour développer une certaine éducation à l'image. Exemple: jeu-concours sur l'analyse d'une publicité, d'un clip vidéo, etc..

Mais cette éducation aux médias suppose du temps, des moyens, des enseignants eux-mêmes formés dans ces domaines... or le temps et les heures de cours sont comptés. Il y a des échéances, des examens, la préparation à l'après-collège ...

Pourquoi le collège est-il surtout « l'antichambre » du lycée demande la co-animatrice.

La mission du collège est-elle de préparer au lycée? Un professeur répond que le rôle du collège est de donner un savoir initial (des connaissances, un savoir faire, un savoir être) et une faculté d'adaptation qui pourra servir plus tard.

Apprendre autrement, décroiser les matières... c'est intéressant, mais il ne faut pas que ce soit au détriment des apprentissages fondamentaux. L'une des vertus des IDD est justement de faire découvrir aux élèves que l'on peut apprendre autrement: recherche de documentaire, lecture, prise de note, synthèse, travail en groupe, communication entre eux... C'est l'accès à la culture par des moyens différents de ceux offerts par le système de communication habituel. Il faudrait des moyens en temps, en personnel, pour développer des « espaces d'apprentissage » différents, et former des enseignants à ces nouvelles méthodes...

Or, on assiste à une baisse des moyens (par exemple des formateurs) à des difficultés de formation (souvent il faut aller assez loin pour se former, et le mercredi...) à un développement du « bénévolat » ou presque. Exemple: deux heures d'IDD « itinéraires de découverte; » dans l'emploi du temps d'un professeur lui sont payées une heure et ces IDD sont quelquefois imposés dans l'emploi du temps... Le corps professoral semble désabusé... Le bénévolat est par essence inégalitaire, et non reconnu !

Jusqu'où peut-on accepter les expressions de la mode et de la culture « jeune» dans l'enceinte scolaire ?

Evocation des modes en vogue au collège: percings, chaînes au pantalon, bracelets à pointe, mitaines, mais aussi string visible, nombril à l'air, etc..

Faut-il faire appel au bon sens des parents? Ils ne sont pas toujours là pour vérifier le matin la tenue correcte de leur enfant.

Respect de la liberté dans la tenue vestimentaire, ou blouse ou uniforme?

Il faudrait peut être préciser davantage les interdictions liées à la tenue, dans les articles du règlement intérieur concernés par ces problèmes... Apprendre aux élèves le respect (de soi et des autres), faire prendre conscience des conséquences des modes ou des comportements sur le regard des autres, leur faire rédiger une « charte» de bonne tenue?

En tout cas ces valeurs (liberté dans la limite du respect des autres etc..) doivent être défendus par l'école, puisqu'elles ne le sont pas souvent ailleurs.

II. Faut-il partager entièrement l'éducation entre jeunesse et âge adulte et impliquer davantage le monde du travail ?

Il faut revaloriser le travail manuel

Il serait profitable que les élèves soient en contact le plus tôt possible avec le monde du travail. Le chef d'entreprise constate qu'il n'y a plus assez de jeunes candidats à l'apprentissage, notamment dans les métiers du bâtiment qui ont longtemps souffert d'une « mauvaise réputation» ou d'une mauvaise image. Pourtant ces métiers ont bien évolué, et les conditions de l'apprentissage aussi. La formation des jeunes est beaucoup plus suivie et contrôlée aujourd'hui. Les entreprises formatrices ont des obligations de résultat à l'examen pour les jeunes qu'elles forment si elles veulent garder leur agrément...

Les métiers du bâtiment peuvent se révéler très valorisants pour un jeune, et les ouvriers qualifiés gagnent correctement leur vie... L'école pourrait contribuer à valoriser ces métiers, trop longtemps dénigrés et vers lesquels on s'orientait par défaut.

La collaboration monde du travail - école est nécessaire

La collaboration entreprise-école est nécessaire, souligne un co-animateur, mais chacun des deux est-il prêt au dialogue? Il serait temps qu'elles ne s'ignorent plus. Ce qui éviterait que certaines formations dispensées par l'école soient complètement inadaptées par rapport aux besoins des entreprises... Exemple: en lycée professionnel, on continue d'offrir des BEP confection (couture) alors qu'il n'y a plus d'emploi dans ce domaine!

Comment impliquer davantage l'entreprise dans le système éducatif? Des réticences se font sentir... mais pas du côté des élèves.

Faut-il remettre en cause le collège unique? Si tous les élèves vont jusqu'en 3ème, c'est pour un meilleur accès à la culture de tous les jeunes. Si l'on envoie un élève de 14 ans en entreprise, ne lui manquera-t-il pas deux années de culture générale?

Faut-il que l'école s'adapte aux besoins des entreprises? Danger (voir le système anglais). Certains enseignants ressentent une « menace ». Là encore, l'égalité des chances risque d'être

mise à mal, car les conditions ne sont pas les mêmes d'une région à l'autre.

Madame la Principale rappelle qu'il existe des « BAPE » (Bassin d'Adaptation de la Politique Educative) mis en place pour favoriser l'adaptation des formations aux besoins...

La plupart des participants sont d'accord pour que soient revalorisés, à l'école aussi, les métiers manuels et les formations qui y conduisent.

Un enseignant souligne que «le nerf de la guerre c'est l'argent» : que les métiers manuels soient mieux payés, et ils attireront plus de jeunes...

L'entrepreneur répond que les métiers du bâtiment permettent à ceux qui veulent bien les faire de bien gagner leur vie.

L'animateur conclut: il y a des jeunes en souffrance (de 14 à 16 ans) dans le système scolaire. Que fait-on pour eux? Ils ont besoin d'être valorisés, et d'avoir un cadre, des lois. Le monde de l'entreprise pourrait leur offrir tout cela. Mais l'entrée, bien avant seize ans, dans l'entreprise ne serait-elle pas ressentie comme un retour en arrière par certains (enseignants, surtout ?). Il faut bien constater l'échec du système et de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans.

La formation différée pour ceux qui ont dû quitter l'école assez tôt

Il faudrait faciliter la reprise d'études pour ceux qui ont décroché tôt du système scolaire, reprend la co-animatrice. Ce n'est pas le cas actuellement. Or, beaucoup de jeunes, après quelques années d'expérience du travail, ressentent un « manque » et seraient motivés pour reprendre un peu d'études.

L'animateur du débat approuve ces propos: un jeune de 25 ans qui voudrait reprendre une formation (BEP...) après avoir « galéré » ou travaillé, mais qui a des charges (loyer, famille, transport...) devrait pouvoir le faire, aidé par l'Etat.

Le droit à la formation continue toute sa vie... c'est bien. Encore faut-il pouvoir le faire. Il faut en donner les moyens. Où est -là encore- l'égalité des chances : selon qu'on habite Breteuil, ou Evreux, ou Paris, les possibilités de reprendre une formation (GRETA...) ne seront pas les mêmes.

Les diplômes mettent en valeur un savoir, mais sont loin d'être adaptés au marché du travail

Des employeurs recrutent à « bac+2ans » pour former ensuite au métier les personnels recrutés sur concours... Preuve que la formation n'est pas forcément adaptée au marché du travail.

Les diplômes n'ouvrent pas forcément les portes de l'emploi.

Témoignage d'un grand-père dont les deux petites filles (avec un bac pro et un BTS) n'ont pas trouvé d'emploi dans leur branche... mais sont caissières dans un supermarché, car pour les recruter dans leurs métiers on exigeait un minimum d'expérience!

Et c'est ainsi que beaucoup de diplômés sont sous-employés... Cependant, les diplômes d'Etat restent un garde-fou aux diplômés maisons qui enferment voire sclérosent, l'évolution.

Un entrepreneur compare deux types de formation, à partir d'un exemple vécu dans son entreprise: un CAP obtenu en lycée professionnel et un CAP obtenu en alternance. Au bout des deux ans de formation en alternance dans son entreprise, le jeune titulaire du CAP était opérationnel et efficace. Il a fallu deux années supplémentaires (après la formation en lycée professionnel) à l'autre titulaire du même CAP pour s'adapter aux méthodes de l'entreprise...

Moralité: il ne faut pas attendre l'obtention du diplôme pour intégrer les jeunes dans l'entreprise.

Le diplômé ne représente qu'un droit d'entrée dans l'entreprise et permet l'espoir de progresser.

L'école doit-elle former en fonction de l'entreprise? Non, dit un professeur. Le monde scolaire et le monde de l'entreprise sont deux mondes différents: l'école dispense une culture générale, et l'entreprise une culture professionnelle.

Les entreprises artisanales (deux représentants nouveaux) se plaignent de l'inadaptation des jeunes au monde du travail d'où un problème de recrutement... Les jeunes ne veulent pas de lever tôt, ou travailler le lundi matin, etc..

Il faut valoriser l'expérience professionnelle

La reconnaissance des compétences acquises par l'expérience professionnelle devrait se développer et entrer en compte pour l'obtention de diplômes ou la réussite à des concours... On arrive à des aberrations souligne la co-animatrice, en citant un exemple qu'elle connaît bien: pour se présenter au concours de garde-pêche, il fallait auparavant un niveau 3ème (fin de collège). Maintenant c'est le niveau bac... et en réalité ceux qui réussissent à ce concours ont parfois une licence de biologie! Il est vrai que la fonction de garde-pêche a beaucoup évolué, mais tout de même... Les concours, les diplômes ne sont plus en rapport avec la matière, avec le métier. Quant aux compétences pratiques dans le métier, on n'en tient pas compte. C'est regrettable...

La formation en alternance dès l'âge de 14 ans, au sein du collège

L'école obligatoire jusqu'à 16 ans est une aberration pour les entrepreneurs. Il faut revaloriser les métiers manuels et mieux faire connaître l'apprentissage et ses avantages...

Avis de la co-animatrice (et sophrologue) : quand un élève a déprimé de 14 à 16 ans au collège, ayant connu l'échec scolaire, il arrive démotivé sur le marché du travail; le former à partir de 14 ans serait beaucoup plus intéressant pour tout le monde, et pour l'enfant en premier lieu. Le jeune se découvre enfin un « talent », retrouve l'estime de soi, l'envie de réussir et redécouvre parfois le besoin d'un complément d'études et de formation.

Apprendre un métier, dit un entrepreneur, c'est valorisant à tous points de vue. Faudrait-il commencer une formation en apprentissage plus tôt (avant seize ans) ? Oui, disent les entrepreneurs.

Pourquoi pas ? disent les professeurs, du moins pour les élèves en souffrance à l'école, qui n'ont plus d'espoir de réussite dans le système scolaire et qui sont motivés par un métier manuel.

Développer l'alternance dès 14 ans: oui, mais en gardant le lien avec le collège, en alternant les périodes en entreprise et les périodes à l'école (et non en CFA).

Un entrepreneur soulève un inconvénient à cette formule et à la formation théorique au collège: les professeurs seraient-ils adaptés à cet enseignement spécifique aux apprentis (connaissance du métier) ? Pour ne pas continuer à dégoûter les jeunes de l'enseignement général, il faudrait que les programmes de français, de mathématiques, etc.. soient adaptés en fonction des centres d'intérêts des jeunes et de leur formation pratique.

Les formations pourraient être centralisées et faites au plus près des lieux géographiques des élèves. Les collèges pourraient évoluer et devenir des lieux de formation. Pour les 14-16 ans, cette structure intermédiaire doit être intégrée au collège, ils feraient l'alternance en entreprise.

Cette formation alternée en entreprise et au collège, cela rappelle une ancienne structure qui fonctionnait plutôt bien et qui a été supprimée: les CPA (classes de préapprentissage). C'est ce que remarque un professeur. Un de ces anciens élèves de CPPN (classe pré-professionnelle de niveau) puis CPA (parcours souvent considéré comme peu glorieux à

l'époque) est aujourd'hui garagiste à son compte. Cette formation alternée était une bonne remédiation pour des élèves plutôt fâchés avec le système scolaire traditionnel.

Un entrepreneur convient que le système éducatif en France n'est pas plus mauvais qu'ailleurs... mais il est illusoire de vouloir emmener, coûte que coûte, les élèves jusqu'au bac. Il faut encore une fois valoriser le travail manuel, car la société a besoin de travailleurs manuels.

L'animateur conclut que l'échec scolaire ne signifie pas l'échec de toute une vie. Et ce n'est pas facile à faire comprendre... La co-animatrice confirme que des élèves sont « cassés » par le système scolaire et ils ont beaucoup de mal à reprendre confiance en eux.

Il faut redonner aux jeunes la motivation, le goût de réaliser quelque chose et de se réaliser.

L'orientation vers les métiers manuels doit être positive, et non plus négative: « tu as de bonnes dispositions pour le travail manuel, oriente-toi donc vers un métier manuel », et non plus « tu es mauvais à l'école, donc tu feras un métier manuel ».

Tout le monde est d'accord pour cette revalorisation, mais constate qu'il y a beaucoup de travail pour tous les partenaires, si l'on veut faire évoluer les mentalités et une adaptation du système éducatif qui n'est pas facile à réaliser.
